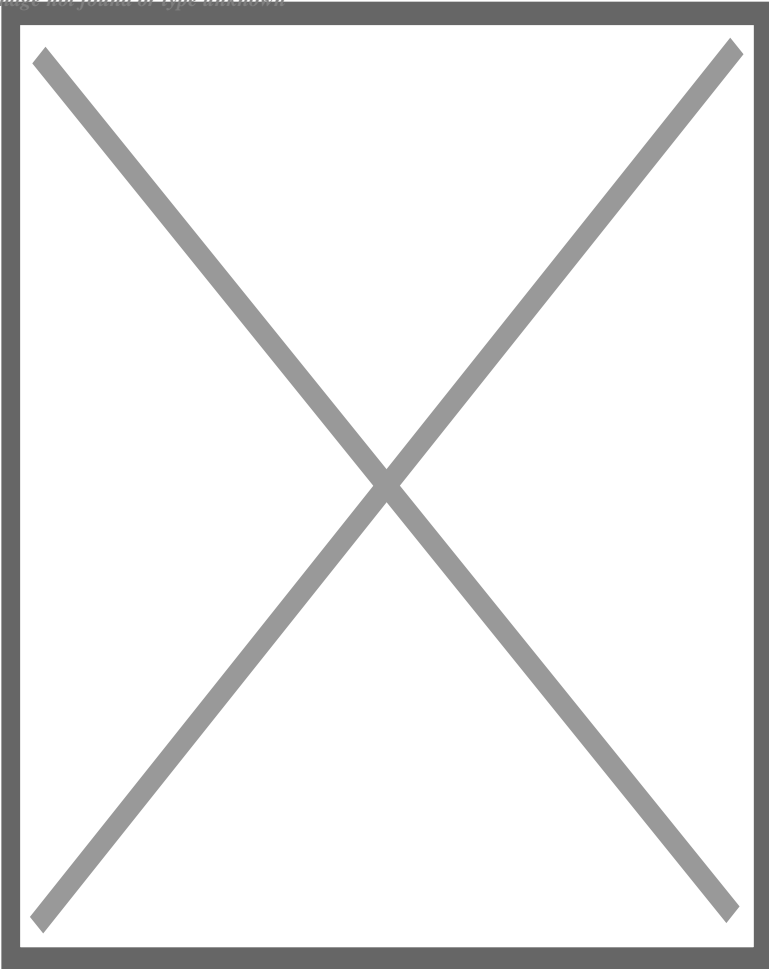


Le Bureau du Défenseur du peuple rejette la répression du gouvernement contre les manifestants équatoriens

Image not found or type unknown



Quito, 12 mars (RHC) Le Bureau du Défenseur du peuple a rejeté l'attitude répressive du gouvernement de Lenín Moreno contre les revendications légitimes des gouvernements autonomes décentralisés

(GAD).

"Le Bureau du Défenseur du peuple de l'Équateur rejette catégoriquement, la répression qui a eu lieu lors de la marche convoquée par l'Association des Municipalités de l'Équateur dans la ville de Quito dans le but d'exiger le paiement des allocations budgétaires échues aux GADS par le gouvernement central", a déclaré le communiqué.

Selon le Service du Défenseur du peuple, les paiements dus aux municipalités pour l'année fiscale 2020 s'élèvent à près de 1 milliard 53 millions de dollars. Nous rappelons au Président de la République et, par son intermédiaire, au ministre du Gouvernement que l'État a l'obligation de créer un environnement et des conditions propices à l'exercice du droit de manifester pacifiquement", a alerté le Bureau du Défenseur du peuple.

Cet organe de droit public, doté d'une juridiction nationale, a condamné les faits et s'est déclaré préoccupé par l'inefficacité de la politique d'allocation des ressources aux GAD, qui ont fait valoir leurs droits pour protester pacifiquement.

"L'Institution nationale des droits de l'homme a constaté sur place et par l'intermédiaire des médias, la violence avec laquelle on a essayé d'empêcher un grand groupe de personnes représentant les GAD du pays d'exercer leur droit légitime à la protestation pacifique, liberté d'expression et de résistance", a-t-il souligné.

Plusieurs maires ont tenu une réunion avec le ministre du Gouvernement, Gabriel Martinez, au Salon de la Municipalité de Quito. La rencontre a eu lieu après la manifestation des bourgmestres dans la capitale qui a été réprimée par la force publique avec des bombes lacrymogènes.

La réunion n'a pas concrétisé l'accord pour le paiement de la question en suspens et l'Association des municipalités équatoriennes (AME) a indiqué que, bien que Martinez les ait reçus, les représentants des 221 communes du pays ont décidé de maintenir la mobilisation dans la capitale "jusqu'à ce qu'ils soient pris en charge par le ministre de l'Économie et des Finances et que leurs exigences soient satisfaites".

La membre du Comité exécutif de l'AME, Lucía Sosa, a exprimé son rejet de la réponse du gouvernement central et a souligné que l'exécutif fait la sourde oreille à ses demandes.

"Nous respectons la résolution que nous avons prise à l'assemblée de l'AME nationale et nous avons décidé de partir pour exiger du ministre du gouvernement national qu'il se conforme à la loi sur l'équité territoriale qui, en 2020, a pratiquement réduit 43 % des budgets des gouvernements autonomes décentralisés, aujourd'hui la dette est de 763 millions de dollars".

(Telesur)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/250455-le-bureau-du-defenseur-du-peuple-rejette-la-repression-du-gouvernement-contre-les-manifestants-equatoriens>



Radio Habana Cuba